

RDCongo/Crise

HRW accuse Kabila d'avoir recruté d'ex-rebelles du M23 pour mater des manifestations

AFP
Bruxelles/Belgique

Des dizaines de personnes avaient trouvé la mort à cette occasion. Des griefs rejetés en bloc par Kinshasa.

HUMAN Rights Watch accuse le régime du président congolais Joseph Kabila d'avoir recruté d'anciens miliciens du M23 pour réprimer dans le sang les manifestations de décembre 2016 en République démocratique du Congo, griefs rejetés par Kinshasa. "Des officiers supérieurs des forces de sécurité en République démocratique du Congo ont mobilisé plus de 200 anciens combattants rebelles du M23 venant des pays voisins", affirme HRW dans un rapport publié hier. Les 19-20 septembre 2016, puis les 19-20 décembre 2016, des Congolais ont manifesté pour demander au président Kabila de quitter le pouvoir à la fin de son deuxième et dernier mandat, prévue le 20 décembre 2016 selon la Constitution. Des dizaines de personnes - 62, d'après le rapport de HWR - sont mortes dans la

répression de ces manifestations. Les miliciens du Mouvement du 23 mars (M23), qui ont rendu les armes en novembre 2013, avaient été très actifs dans les régions du Kivu (est) où ils avaient notamment occupé Goma fin 2012, mettant en déroute l'armée régulière. "Des officiers supérieurs des forces de sécurité congolaises ont recruté des combattants du M23 dans des camps militaires et de réfugiés en Ouganda et au Rwanda voisins", affirme HRW. "Après avoir été transférés en RDCongo, les combattants du M23 ont été déployés dans la capitale, Kinshasa, ainsi qu'à Goma et à Lubumbashi. Les forces de sécurité leur ont donné des uniformes neufs et des armes et les ont intégrés dans la police, l'armée et la Garde républicaine, le détachement de la sécurité présidentielle", selon les témoignages recueillis par le groupe de défense des droits de l'homme. "De nombreux combattants du M23 ont été déployés pour faire la guerre à ceux qui voulaient menacer le maintien au pouvoir de Kabila", a raconté un combattant du M23 à HRW. "Nous avons reçu l'ordre de tirer immédiatement à la moindre provocation des ci-



Photo : AFP/L'Union

Le président Joseph Kabila fait face à de graves accusations de la part de Human Rights Watch. Des griefs rejetés par son camp.

vils", a expliqué un autre. "Les officiers congolais ont renvoyé les combattants du M23 recrutés en Ouganda et au Rwanda à la fin du mois de décembre 2016 et au début du mois de janvier 2017", selon HRW qui affirme que "beaucoup ont été à nouveau conduits en RDCongo entre mai et juillet et ont été envoyés à Kisangani (nord-est)". "Ces accusations sont de la fantaisie pour nuire à la crédibilité des FARDC (armée congolaise)", a réagi auprès de l'AFP le ministre de la Défense congolais, Crispin Atama Thabe. **GROSSIÈRETE** • "C'est de la grossièreté", a-t-il ajouté : "Pour repousser les attaques de ces ex-rebelles M23, nous avons perdu des

officiers, des hélicoptères. Comment peut-on recruter ceux qui nous combattent ?". Le ministre de la Défense a estimé que "HRW ne devrait plus opérer en RDC". "Je vais m'impliquer pour qu'il soit chassé du territoire national", a-t-il indiqué. Le président du M23, Bertrand Bisimwa, soutient de son côté que le gouvernement de la RDC a recruté "clandestinement quelques déserteurs et indisciplinés radiés du M23 pour des activités que nous ignorons". "Ils sont cantonnés à Kisangani et à Goma", écrit-il sur son compte twitter. A la suite des violences de septembre et décembre 2016 en RDC, la majorité et

l'opposition avaient conclu un accord sous l'égide de l'épiscopat le 31 décembre, qui prévoyait des élections au plus tard en décembre 2017. La commission électorale a finalement annoncé le 5 novembre un calendrier qui reporte les élections présidentielle, législatives et locales au 23 décembre 2018. Le Rassemblement de l'opposition, principale force politique anti-Kabila, rejette ce calendrier et demande une "transition sans Kabila" après le 31 décembre. Organisées à l'appel du Rassemblement de l'opposition contre le calendrier électoral, des manifestations le 30 novembre ont été systématiquement et immédiatement réprimées par les autorités qui les avaient interdites. Bilan: un mort. Le Rassemblement de l'opposition appelle à une nouvelle journée de manifestation le 19 décembre, un an après les violences de 2016. "Les conclusions du rapport s'appuient sur plus de 120 entretiens", dont neuf avec des officiers des forces de sécurité congolaises "ainsi que 21 combattants et leaders politiques du M23", selon HRW.

L'Afrique en bref

• **Centrafrique/Violences.** Un policier de la Minusca tué à Bria



Photo : AFP

Un policier mauritanien de la Mission de maintien de la paix des Nations unies en Centrafrique (Minusca) a été tué hier à Bria (centre), dans une attaque qui a aussi fait trois blessés parmi les Casques bleus. "Les policiers de Minusca gardaient l'entrée du camp de déplacés à Bria quand ils ont été attaqués par de nombreux anti-balaka armés de fusils AK47", a tweeté la Minusca.

• **Congo/Droits.** Les avocats en grève

Les avocats congolais des barreaux de Brazzaville et Pointe-Noire sont en grève pour demander la "libération sans condition" d'un des leurs arrêté le 27 novembre. Les avocats protestent contre l'"arrestation arbitraire" de maître Steve Bagne Bontongo arrêté et "brutalisé" sur son lieu de travail à Brazzaville le 27 novembre, d'après une déclaration du bâtonnier du barreau de Brazzaville.

• **Guinée/Troubles.** Manifestations houleuses d'élèves à Conakry

Des milliers de collégiens et lycéens guinéens sont descendus hier dans les rues de Conakry pour réclamer le retour en classe des enseignants en grève depuis plusieurs semaines, alors que les syndicats menacent de déclencher une "grève générale" sur l'ensemble du territoire.

• **Nigeria/Troubles.** Six policiers tués dans des violences inter-communautaires

Six policiers ont été tués dans le nord-est du Nigeria, a déclaré hier la police, lors d'une attaque attribuée à des éleveurs peuls en représailles à des tueries provoquée par des conflits fonciers. "Nous avons perdu six agents dans une embuscade tendue par de présumés éleveurs peuls", a déclaré Othman Abubakar, porte-parole local de la police, à propos de l'attaque qui remonte à vendredi dernier.

• **Soudan du Sud/Sécurité.** Des millions de dollars dans l'achat de drones

Le Soudan du Sud, un pays plongé dans la guerre civile depuis quatre ans et qui connaît une grave crise financière, a dépensé des millions de dollars dans l'achat de drones de surveillance et de caméras de sécurité israéliens.

Zimbabwe/Politique

Le nouveau président appelle à l'"unité" pour relancer l'économie

AFP
Harare/Zimbabwe

Dans un discours prononcé lors de la prestation de serment de son gouvernement, Emmerson Mnangagwa, a exprimé sa foi dans cette équipe pour relever le défi.

LE nouveau président du Zimbabwe Emmerson Mnangagwa a appelé la population du pays "à l'unité" pour "relancer l'économie" de son pays en ruines après le règne de Robert Mugabe, hier au cours de la prestation de serment de son gouvernement. "Je veux qu'ils (les Zimbabweens) soient unis, nous devons relancer l'économie", a déclaré le président au palais présidentiel. "Je pense que mon équipe va relever le défi", a-t-il ajouté, ajoutant que son équipe avait pour mission "de finir le mandat du pré-

sident précédent pour une période de six à sept mois". Emmerson Mnangagwa, ancien proche de Robert Mugabe, a été investi chef de l'Etat le 24 novembre, trois jours après la démission de l'homme fort du pays pendant trente-sept ans. Mugabe, âgé de 93 ans, a été contraint d'abandonner le pouvoir sous la pression de l'armée, qui avait pris le contrôle du pays mi-novembre, de la rue et de son parti, la Zanu-PF. Les militaires étaient intervenus pour barrer la route à la Première Dame, Grace Mugabe, qui ne cachait plus ses ambitions de remplacer le moment venu son époux, à la santé fragile. Le principal défi du nouveau chef de l'Etat consiste à relancer l'économie, en crise depuis une funeste réforme agraire lancée au début des années 2000. Plus de 90% de sa population est officiellement au chômage et le pays



Photo : AFP

Le nouveau président Emmerson Mnangagwa : "Je pense que mon équipe va relever le défi."

manque cruellement de liquidités. Dans un souci de ramener de l'argent frais au Zimbabwe, le président Mnangagwa a lancé la semaine dernière un ultimatum de trois mois aux entreprises et aux particuliers pour rapatrier tous les capitaux illégalement sortis du pays. M. Mnangagwa est vivement critiqué pour avoir nommé des militaires et des membres de la vieille garde de Robert Mugabe dans son gouvernement, des mesures qui pour-

raient refroidir les ardeurs des investisseurs. Les militaires retenus dans la nouvelle équipe ont notamment un passé extrêmement sulfureux. Le général Sibusiso Moyo, qui occupe le portefeuille des Affaires étrangères, est cité dans un rapport de l'Onu sur le pillage des ressources de la République démocratique du Congo (RDC). Le nouveau ministre de l'Agriculture, le général Perence Shiri, dirigeait lui la tristement célèbre unité

formée en Corée du Nord qui a causé quelque 20 000 morts pendant les opérations de répression ordonnées par Robert Mugabe dans la région de Matabeleland (ouest) dans les années 80. Ces officiers ont officiellement pris leur retraite de l'armée pour entrer au gouvernement. "Ils sont tous les deux à la retraite", a déclaré à l'AFP le secrétaire permanent du ministère de l'Information, George Charamba. "Vous ne pouvez servir deux plateformes à la fois", a-t-il ajouté. "J'ai toujours voulu être un soldat mais j'accepterai n'importe laquelle des missions qui me sera donnée par le parti", avait indiqué le général Shiri à la presse en prenant ses fonctions au ministère de l'Agriculture. Des élections présidentielle et législatives sont prévues d'ici août 2018 au Zimbabwe. La Zanu-PF a désigné M. Mnangagwa comme son candidat à la fonction suprême.